

Marchés Actions	11/03/16	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/15
CAC 40	4480	0,5%	15,0%	-3,4%
Eurostoxx 50*	3066	1,0%	14,4%	-6,2%
S&P 500	1990	-0,5%	8,8%	-2,7%
Marchés de taux	11/03/16	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Depuis le 31/12/15
Eonia*	-0,24%	-0,01%	--	-0,12%
OAT 10 ans	0,62%			
Matières premières	11/03/16	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/15
Pétrole (Brent, \$/baril)	41	4,7%	34,9%	8,7%
Or (\$/once)	1266	0,6%	1,6%	19,3%
Devises	11/03/16	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/15
EUR/USD	1,11	1,0%	-1,8%	2,4%

Source: Bloomberg, Stratégie Amundi - Données actualisées le 11/03/16 à 15h

ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

- La Banque centrale européenne (BCE)* frappe plus fort que prévu.

[> Lire la suite](#)

ECONOMIE

Zone euro :

- PIB* du 4^{ème} trimestre : la croissance est soutenue par la dépense publique et l'investissement, les exportations sont en berne.

Japon :

- Repli du PIB au 4^{ème} trimestre.

Chine :

- La fonte des réserves de change en février est moindre.

[> Lire la suite](#)

MARCHÉS

Taux : Légère hausse des rendements des grands pays développés.

Actions : Forte volatilité* des actions après les annonces de la Banque centrale européenne (BCE).

[> Lire la suite](#)

NOTRE ANALYSE

- Essentielles pour contrecarrer le risque déflationniste* et les tensions financières, les mesures annoncées par la Banque centrale européenne (BCE) n'auront cependant, de notre point de vue, qu'un effet limité sur la croissance. Malgré des conditions domestiques en amélioration, celle-ci aura en effet du mal à accélérer compte tenu de l'environnement externe difficile.
- Concernant les marchés d'actions, la question est maintenant de savoir si, après un rebond de 4 semaines, le rallye* va pouvoir se poursuivre alors qu'il est déjà du même ordre de grandeur que le rebond qui avait suivi la débâcle du mois d'août (rallye de 10 à 15% selon les indices). Il nous semble que la réponse sera apportée par les prix du pétrole et une reprise de l'activité manufacturière mondiale plus que par les annonces des grandes banques centrales, qui ont tendance à se neutraliser, en tout cas en ce qui concerne leur effet sur le change et donc sur les profits des sociétés.

[> Lire l'avertissement](#)

ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

La Banque centrale européenne (BCE) frappe plus fort que prévu.

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé, à l'issue de son comité de politique monétaire du 10 mars, un ensemble de mesures dépassant les attentes de la majorité des observateurs. Le taux de refinancement* (taux refi), auquel la BCE finance habituellement les banques, a été abaissé de 0,05% à 0%. Le taux de la facilité des dépôts* a été baissé davantage en territoire négatif, de -0,3% à -0,4%. Le rythme mensuel des achats d'actifs a été augmenté de 60 à 80 milliards d'euros. L'univers des actifs achetés a été étendu aux obligations d'entreprises non financières. Enfin, 4 nouvelles opérations de refinancement des banques à 4 ans ont été annoncées, à un taux susceptible d'être aussi bas que celui de la facilité des dépôts.

[> Retour au sommaire](#)

ECONOMIE

ZONE EURO :

PIB du 4^{ème} trimestre : la croissance soutenue par la dépense publique et l'investissement, les exportations en berne.

La progression du PIB de la zone euro a été confirmée à +0,3% au 4^{ème} trimestre, et à +1,5% pour l'ensemble de 2015 par rapport à 2014. La progression sur les 4 trimestres de 2015 a été, en revanche, un peu plus forte qu'initialement annoncé (+1,6% contre +1,5%). Sur le 4^{ème} trimestre, on note une accélération de l'investissement (+1,3 %, soit le chiffre le plus élevé depuis 2011) et de la dépense publique (+0,6%, soit le chiffre le plus élevé depuis 2009), une décélération de la consommation (+0,2% contre +0,5% au 3^{ème} trimestre) et une contribution négative du commerce extérieur (-0,3 points de pourcentage), les importations ayant progressé davantage que les exportations (+0.9% contre +0,2%).

JAPON :

Repli du PIB au 4^{ème} trimestre

Grâce à une contribution de l'investissement plus forte qu'initialement annoncé, la progression du PIB japonais au 4^{ème} trimestre a été révisée en hausse. Elle reste néanmoins négative, à -0,3 % sur un an (le chiffre initial était de -0,4%).

CHINE :

Moins de fonte des réserves de change en février.

En février, les réserves de change de la Chine ont moins diminué que prévu (-28,6 milliards USD contre -99,5 milliards USD en janvier) et se sont stabilisées à 3 200 milliards USD. Cependant, la croissance des exportations sur un an est ressortie, en février, inférieure aux prévisions, à -25,4 % tandis que la croissance des importations a également surpris à la baisse, à -13,8 %.

[> Retour au sommaire](#)

MARCHÉS

Légère hausse des rendements des grands pays développés.

Les rendements sont en légère hausse après le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), sur toutes les maturités en Allemagne, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Japon. Le 2 ans américain revient vers son plus haut niveau depuis début janvier. Les écarts de rendement entre l'Allemagne, d'une part, et l'Italie et l'Espagne, d'autre part, se sont légèrement resserrés. Le 10 ans italien est au plus bas depuis un an.

Forte volatilité des actions après les annonces de la Banque centrale européenne (BCE).

Hésitants en début de semaine, les marchés d'actions ont bondi jeudi en milieu de journée après les annonces de baisses de taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE), avant de chuter fortement juste après lorsque Mario Draghi, Président de la BCE, a indiqué qu'il ne s'attendait pas à ce que d'autres baisses de taux soient nécessaires. Cependant, un fort rebond a eu lieu vendredi, permettant aux marchés de clôturer la semaine, au total, sur une forte hausse.

[> Retour au sommaire](#)

LEXIQUE

Banque centrale européenne (BCE) : Depuis la mise en place de l'euro le 1er janvier 1999, la Banque centrale européenne (BCE) est la gardienne de la stabilité des prix de la zone euro. Sa mission principale est d'abord d'assurer la maîtrise de l'inflation, condition nécessaire à la croissance durable de l'économie, selon le traité de Maastricht. Compte tenu de la mission qui lui a été assignée, elle peut agir sur le niveau des taux d'intérêt, en particulier le taux « Refi » (taux des opérations principales de refinancement). Ce taux est celui auquel les banques commerciales peuvent obtenir des liquidités auprès de la Banque centrale. Dès lors, la BCE agit indirectement sur la plupart des taux d'intérêt pratiqués dans l'ensemble de l'économie de la zone euro, comme ceux rémunérant les prêts accordés par les banques commerciales et ceux rémunérant certains dépôts des épargnants.

Déflation : Diminution générale et durable des prix. Elle se traduit par une baisse de l'indice des prix observée sur une période suffisamment longue (plusieurs trimestres). Le phénomène opposé, bien plus fréquent, est l'inflation (hausse des prix). La déflation ne doit pas être confondue avec la désinflation qui est une diminution du taux d'inflation, c'est-à-dire que le niveau général des prix augmente moins vite. La déflation est redoutée par les économistes, parce qu'elle peut se traduire par un report des décisions d'achat de la part des agents économiques qui préfèrent attendre que les prix aient encore davantage baissé. D'où un risque de quasi-arrêt de l'activité économique.

Eonia : L'Eonia est l'abréviation d'Euro Overnight Index Average. Il correspond au taux moyen des opérations au jour le jour sur le marché interbancaire en Euro, pondéré par les transactions déclarées par un panel d'établissements financiers, les mêmes que pour l'Euribor.

Eurostoxx50 : Indice boursier qui regroupe 50 sociétés au sein de la zone Euro selon leur capitalisation boursière.

Ecart de rendement (spread) : Un spread de taux est un écart entre deux taux. Il est d'usage de comparer les écarts de taux entre les différents Etats, lors de leurs émissions de dette, avec l'Allemagne, qui possède la meilleure signature. Cet écart est exprimé en points de base. Par exemple, l'Etat français empruntera avec un spread de 50 points de base (0,50 %) au-dessus de l'Allemagne : l'emprunt français sera émis à 3,5 % lorsque l'emprunt allemand le sera à 3 %.

[> Retour au sommaire](#)

LEXIQUE (SUITE)

PIB (Produit intérieur brut) : Le produit intérieur brut est la somme de la production de biens et services réalisée sur le territoire national d'un pays quelle que soit la nationalité des producteurs pendant une période donnée. Le produit intérieur brut ne prend pas en compte les richesses produites par les entreprises du pays sur les marchés. Le produit intérieur brut peut être calculé par trimestre mais sa période habituelle de référence est annuelle. Le PIB est un indicateur phare de l'activité économique d'un pays. Il permet de mesurer d'une année sur l'autre l'évolution économique d'un pays et de comparer l'importance et l'évolution des pays les uns par rapport aux autres

Rallye : Forte hausse des valeurs de marché.

Taux de la facilité des dépôts : Taux auquel sont rémunérés les dépôts que placent les banques et autres établissements financiers auprès de la banque centrale.

Taux de refinancement : Taux auquel les banques peuvent emprunter auprès de la banque centrale.

Volatilité : Mesure l'amplitude de la variation de la valeur d'un actif pendant une période donnée. Une volatilité importante traduit généralement une forte exposition au risque. Lorsque la volatilité est élevée, la possibilité de gain est importante, mais le risque de perte l'est aussi.

[> Retour au sommaire](#)

AVERTISSEMENT

Achévé de rédiger le 11/03/2016 à 15h

Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution.

Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs.

Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Edité par Amundi - Société anonyme au capital de 596 262 615 euros - Siège social : 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 - 437 574 452 RCS Paris.

[> Retour au sommaire](#)